Le Comité international de la Croix-Rouge réduit les délais de protection de ses archives

JEAN-FRANÇOIS PITTELOUD*

Dans sa séance du 29 avril 2004, l'Assemblée du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a décidé de modifier le *Règlement d'accès aux Archives du CICR* de 1996 et de réduire les délais de protection de ses archives à 40 ans pour le délai général et à 60 ans pour le délai prolongé: elle ouvre ainsi au public les archives de la période 1951-1965.

Avec ces délais de protection raccourcis, le CICR a voulu tenir compte de l'évolution des pratiques en matière d'accès public aux archives et confirmer sa politique d'ouverture et de transparence décidée en 1996. Il réaffirme aussi sa volonté de faire connaître l'histoire du CICR, dans le droit fil du mandat de recherche confié en 1979 au professeur Jean-Claude Favez et de la publication, en 1988, d'*Une mission impossible? Le CICR, les déportations et les camps de concentration nazis*, et des nombreux travaux historiques fondés depuis 1996 sur les archives du CICR.

C'est un ensemble de près de 500 mètres linéaires supplémentaires d'archives qui sont désormais proposées à l'accès public. Elles concernent les conflits des débuts de la guerre froide et de la décolonisation: guerre de Corée (1950-1953), guerre d'Indochine (1946-1954), conflit de Suez (1956), Révolution hongroise (1956), guerre d'Algérie (1954-1962), indépendance du Congo (1960-1965), crise de Cuba (1962) et guerre civile au Yémen (1962-1964) en particulier. Elles permettent aussi l'étude de dossiers juridiques ou généraux: mise en œuvre des Conventions de 1949, révision des statuts de la Croix-Rouge internationale et de l'accord avec la Ligue (1951-1952), Conférences internationales de Toronto (1952), New Delhi (1957) et Vienne (1965).

Annexe: Règlement d'accès aux archives du Comité international de la Croix-Rouge

* L'auteur est archiviste adjoint du Comité international de la Croix-Rouge.

Règlement d'accès aux archives du Comité international de la Croix-Rouge

(adopté par l'Assemblée du CICR, le 17 janvier 1996
et révisé par l'Assemblée du CICR, le 29 avril 2004)

Préambule – Buts

1. Le présent Règlement organise l'accès aux archives du CICR qui comprennent:
 - les archives des organes décisionnels de l'institution;
 - les archives des membres du Comité;
 - les archives des unités du siège;
 - les archives des délégations;
 - des archives d'autres provenances, réunies aux archives du CICR, déposées dans les archives du CICR.
2. Il s'applique, par analogie, aux archives courantes, intermédiaires ou définitives qui ne sont pas déposées dans les archives du CICR.

Section I: Dispositions générales

Article 1 – Principe

Deux catégories d'utilisateurs ont accès aux archives du CICR aux conditions fixées par le présent règlement :

- les membres du Comité et les collaborateurs du CICR, d'une part;
- le public, d'autre part.

Article 2 – Limites

Des limitations d'accès aux archives du CICR sont définies aux Sections II et III, pour chacune des deux catégories d'utilisateurs.

Article 3 – Communication

L'archiviste du CICR définit dans le *Règlement de communication des archives du CICR* les modalités pratiques de l'accès aux archives du CICR.

Section II: Membres du Comité et collaborateurs du CICR

Article 4 – Membres

1. Conformément aux articles 2, 3 et 17 du *Règlement intérieur du CICR* du 24 juin 1998, les membres du Comité ont un accès aux archives courantes, intermédiaires et définitives du CICR, quelle que soit la classification des dossiers demandés. Ils n'ont pas d'accès général aux dossiers personnels des collaborateurs.
2. Le droit d'accès de la Commission de contrôle, tel que défini dans le *Règlement* de cette commission approuvé par l'Assemblée, demeure réservé.

Article 5 – Collaborateurs

1. Dans l'exercice de leurs responsabilités, les collaborateurs permanents du CICR ont accès aux archives courantes, intermédiaires et définitives classifiées «Internes» ou «Confidentielles» et soumises à un délai de protection.
2. Seule l'unité productrice ou, à défaut, l'archiviste du CICR, peuvent autoriser l'accès des collaborateurs du CICR aux archives classifiées «Strictement confidentielles». Les procès-verbaux des séances en huis clos des organes décisionnels ne sont communiqués que sur autorisation expresse du président du CICR.
3. Le droit d'accès du chef de l'audit interne, tel qu'il ressort du cahier des charges adopté par l'Assemblée, demeure réservé.

Section III: Public

Article 6 – Archives publiques

Le public a accès aux archives «Publiques» du CICR¹, sur la base de délais qui assurent qu'aucun préjudice n'en résulte ni pour le CICR, ni pour les victimes qu'il a le devoir de protéger, ni pour des intérêts privés ou publics dignes de protection.

¹ Les archives classifiées «Publiques» sont inventoriées et classées par les archivistes du CICR.

Article 7 – Archives publiques

1. Les archives «Publiques» du CICR comprennent trois types de dossiers:
 - les dossiers généraux du CICR de plus de 40 ans, y compris les procès-verbaux des organes décisionnels;
 - les procès-verbaux de la Commission de recrutement, les dossiers personnels des collaborateurs et les dossiers sériels contenant des données personnelles ou médicales de plus de 60 ans:
 - l'accès à des renseignements individuels de nature biographique ou autobiographique, portant sur une personne identifiée, est autorisé après 40 ans: ces recherches se font par l'entremise des archivistes (cf. article 10);
 - si la personne concernée l'autorise, ce délai de 40 ans peut être raccourci;
 - les archives d'autres provenances, déposées dans les archives du CICR, sont communiquées conformément aux délais fixés par les personnes ou les institutions qui les ont déposées.
2. Les délais de communication sont à compter de la date de fermeture du dossier².
3. Les documents accessibles au public avant d'être déposés aux archives le restent aussi par la suite.

Article 8 – Dérogations

1. Le Conseil de l'Assemblée peut, avant l'expiration des délais fixés à l'article 7, accorder des dérogations pour faciliter des travaux scientifiques que le CICR lui-même souhaite voir aboutir ou pour lesquels il estime avoir un intérêt.
2. Le Conseil de l'Assemblée adopte le *Règlement des accès par dérogation aux archives classifiées*.

Article 9 – Restrictions

L'accès du public aux archives du CICR pourra être provisoirement retardé pour permettre les travaux de conservation nécessaires à la communication des dossiers demandés en consultation ou si aucune place de lecteur n'est disponible dans la salle de consultation.

² Le Comité approuve le tableau des fonds «Publics» des archives du CICR tenu à jour par l'archiviste du CICR.

Article 10 – Émoluments

Les recherches effectuées par des collaborateurs du CICR à la demande de personnes extérieures à l'institution sont soumises à émoluments (cf. article 7).

Article 11 – Usage

L'usage des archives à des fins commerciales est interdit, sauf contrat *ad hoc* passé avec le CICR.

Section IV : Disposition transitoire**Article 12 – Abrogation**

Le présent règlement remplace le *Règlement d'accès aux archives du Comité international de la Croix-Rouge* du 17 janvier 1996, dès le 1^{er} mai 2004.